

Migrations internationales : quels effets sur les économies ? (n.2914)

Problèmes économiques

La Documentation française

Problèmes économiques

N° 2.914

3 janvier 2007

DOSSIER : Migrations internationales : quels effets sur les économies ?

Les migrations internationales : du XIXe siècle à 2030

Finances et Développement

Jeffrey G. Williamson

Au cours des deux derniers siècles, le monde a connu deux vagues de migrations mondiales massives. La première, qui a débuté au XIXe siècle, a vu notamment, entre 1820 et 1920, 60 millions d'Européens pauvres émigrer pour le Nouveau Monde. La deuxième vague, qui démarre après la Seconde Guerre mondiale, s'est accélérée de façon spectaculaire à partir des années 1990 et de la seconde ère de mondialisation. Le " cycle de vie " d'une émigration massive est à chaque fois le même et les facteurs économiques qui déterminent le phénomène se reproduisent à l'identique. Deux régimes caractérisent généralement l'histoire de l'émigration dans un pays : le premier est conditionné par l'offre d'émigrants, le second par la demande. L'analyse des migrations massives, passée et présente, est donc essentielle et nous éclaire sur les flux mondiaux futurs.

La fuite des cerveaux entrave-t-elle la croissance européenne ?

Regards économiques

Frédéric Docquier et Abdeslam Marfourk

L'Union européenne (UE-15) est la seule des grandes puissances économiques mondiales qui enregistre un déficit dans ses échanges de main-d'œuvre qualifiée avec le reste du monde. Cet exode de cerveaux touche en particulier les qualifications très élevées et/ou les secteurs de pointe et met en péril les performances européennes en matière de recherche et développement dans des domaines clés comme la biotechnologie, la recherche médicale, la chimie, la nanotechnologie, les technologies de l'information et des communications. Le déficit européen en matière de migration qualifiée s'explique par une politique d'immigration peu sélective et par des conditions de travail et des perspectives de carrière bien moins attractives que celles offertes aux Etats-Unis ou au Canada.

Les stratégies de la Chine pour faire revenir sa matière grise

Revue internationale du travail

David Zweig

À partir des années 1990, la Chine, de plus en plus engagée dans la compétition économique internationale, a pris conscience, afin d'améliorer le niveau des sciences et des technologies du pays, de la nécessité de laisser ses étudiants partir librement se former à l'étranger, tout en se donnant les moyens de les convaincre de rentrer ensuite. Les nombreux programmes mis en place par le gouvernement central et les municipalités pour faire revenir les scientifiques et les universitaires - dans un contexte de forte croissance économique - ont permis de créer un climat propice à ces retours. Aussi, en dépit du maintien d'un régime politique autoritaire, assiste-t-on, depuis plusieurs années, au retour de dizaines de milliers de chercheurs ou d'entrepreneurs qui ont fait leurs classes dans les meilleures universités étrangères.

Le rôle des transferts de fonds des émigrés dans le développement

Perspectives des migrations internationales

Les transferts de fonds internationaux des émigrés vers les pays en développement représentaient, en 2002, 149,4 milliards de dollars. Si l'investissement direct étranger (IDE) et les mouvements de capitaux au profit des PED ont chuté au cours des dernières années, les transferts de fonds opérés par les migrants n'ont cessé d'augmenter, de façon spectaculaire. Leur rôle dans la croissance et le développement et leur importance pour compenser la perte de capital humain subie par les PED en raison des migrations ont été mis en évidence dès le début des années 1980. Les auteurs font ici un examen détaillé des déterminants des transferts de fonds, des circuits empruntés pour effectuer ces transferts et de l'impact économique de ces opérations sur les pays destinataires.

EGALEMENT DANS CE NUMERO

ECONOMIE SOUTERRAINE

Pourquoi réprimer l'offre n'affaiblit pas le trafic de drogues

Revue Economique

Sylvaine Poret

Depuis les années 1980, les politiques de lutte contre l'offre de drogues illicites se sont durcies dans la plupart des pays. En dépit du renforcement de ces politiques répressives, le narcotraffic s'est amplifié et le chiffre d'affaires du commerce mondial de drogues illégales, actuellement évalué à un montant compris entre 300 et 500 milliards de dollars, est plus important que celui des industries pétrolière et automobile. L'auteur s'interroge sur les raisons de

cet échec ainsi que sur le comportement stratégique des acteurs du marché. Les saisies, les arrestations, les sanctions devaient, selon les principes de l'économie des organisations, en provoquant une augmentation des coûts de production, affaiblir le trafic et ainsi faire baisser la consommation. Mais ces politiques répressives ne sont pas parvenues à diminuer l'offre globale. Même si celles-ci ont, dans certains Etats (Pérou et Bolivie), permis une réduction importante des cultures, notamment de coca, elles n'ont fait que " déplacer " l'offre dans d'autres pays (Colombie). La répression a également eu pour conséquence de modifier la structure de la filière en l'étirant, ce qui a permis à de nouveaux acteurs parfaitement complémentaires et indépendants d'apparaître et de se partager le risque et le coût total du trafic.

SERVICES

Les services à la personne en France, un secteur méconnu mais porteur

Horizons Bancaires

Estelle Honthaas

Bien réels, mais peu connus encore à ce jour en raison notamment de la difficulté que les économistes ont à les évaluer, les services à la personne sont un des secteurs les plus dynamiques en France : ils représentent 3 % du produit intérieur brut (PIB) et emploient plus de 1,3 million de personnes. Les études montrent que ces services ont un impact macroéconomique positif important sur la société : ils contribuent à son bien-être, offrent de nombreux emplois et constituent un potentiel considérable de croissance économique. Le plan proposé par le ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Jean-Louis Borloo, en juin 2004, contribue d'ailleurs à en faire la promotion. L'auteur revient cependant sur les obstacles à leur expansion. La fragmentation de l'offre des services à la personne et la répartition inégale du recours aux services à domicile, tant aux niveaux géographique que social, tendent en effet à limiter leurs effets positifs sur l'économie.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La réforme de la recherche publique au Japon : une rénovation en cours

Gérer et comprendre

Hiroatsu Nohara

Le Japon, qui a traversé une longue crise d'une quinzaine d'années, est désormais fermement décidé à se doter des moyens nécessaires pour affronter la compétition économique internationale. La réforme de la recherche publique est au cœur de cette stratégie. L'objectif est ambitieux, puisqu'il s'agit de faire du pays un leader mondial dans ce domaine. Les pouvoirs publics escomptent rapidement créer dans l'Archipel une trentaine d'universités qui seront " les meilleures du monde ". Des relations contractuelles ont été établies entre les universités et l'industrie, tandis que de nouvelles règles d'encadrement de la recherche ont été instaurées comme l'autonomie de gestion du budget, du personnel et des brevets, l'obligation de résultats, la rentabilisation des brevets ou la " défonctionnarisation " des chercheurs.

Année d'édition : 2007 48 pages, 21x29,7 cm
Réf. : 3303332029143 ISSN : 0032-9304